



LE 18 MARS TOUS EN GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE

MANIFESTATION PLACE NAPOLEON à 14H30

POUR LES SALAIRES, l'EMPLOI, la SÉCURITÉ SOCIALE et les SERVICES PUBLICS

Les annonces du Président de la République le 14 janvier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie des salariés, précaires, privés d'emploi, et retraités.

En 2013, la nouvelle loi sur les retraites et la loi issue de « l'accord interprofessionnel » sur la flexibilité ont poursuivi et aggravé le démantèlement des conquêtes sociales de notre pays.

Voulus par le patronat, mis en œuvre par les gouvernements successifs, la rigueur budgétaire et l'abaissement du coût du travail sont l'application pure et simple des traités européens avec pour objectif, l'austérité. Austérité, qui conduit à la paupérisation des salariés, retraités, chômeurs et jeunes, et à l'enrichissement des actionnaires.

Nos organisations considèrent que la satisfaction des revendications prioritaires permettra seule le retour à la croissance économique, il s'agit d'obtenir :

- ↳ L'augmentation générale des salaires (*bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique, depuis 4 ans*) qui entraînera plus de consommation utile donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale, pour financer les services publics,
- ↳ L'arrêt des licenciements, délocalisations et fermetures d'usine, la préservation des emplois industriels et publics, l'utilisation de la Banque Publique d'Investissement à cette fin,
- ↳ Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, ce qui favoriserait également l'embauche des jeunes, dont un sur quatre subit actuellement le chômage,
- ↳ L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat, l'abrogation de la loi du 14 juin 2013 sur la flexibilité,
- ↳ Nos organisations rejettent « *le pacte de responsabilité* » qui vise à impliquer les syndicats dans la mise en œuvre de l'austérité, nous exigeons le maintien du financement de la branche famille (*soit 35 milliards d'euros*) par la cotisation employeur, partie intégrante du salaire et la remise en cause de l'objectif de réduction de la dépense publique de 68 milliards d'euros.

En 10 ans, le patronat a bénéficié de 250 milliards d'exonération de cotisations sociales pour « faciliter l'emploi » : résultat, les profits des actionnaires explosent quand le chômage touche plus de 5 millions de personnes. Et depuis, la mise en œuvre du CICE, c'est à nouveau plusieurs milliards d'euros offerts aux actionnaires.

Nos organisations soutiennent les nombreuses actions revendicatives et grèves en cours (Fagor-Brandt, Inspection du travail, Sapeurs pompiers, Bertin National...).

Nos organisations appellent à contrer l'offensive généralisée qui touche les salariés du privé comme du public, les chômeurs comme les jeunes et les retraités, en y opposant le 18 mars **une riposte d'ampleur en réunissant les conditions d'une grève interprofessionnelle nationale.**

La Roche sur Yon, le 17 février 2014